

Le territoire stratégique de la Suisse

Autor(en): **Feyler, F.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **65 (1920)**

Heft 1

PDF erstellt am: **19.03.2021**

Persistenter Link: <http://doi.org/10.5169/seals-340300>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le territoire stratégique de la Suisse.

INTRODUCTION

C'est une des erreurs les plus répandues qui soit en Suisse que d'attribuer au caractère alpestre du pays une valeur stratégique particulière. Elle vient d'être renouvelée à l'occasion du débat auquel ont donné lieu les démarches du gouvernement fédéral pour obtenir l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations à titre d'Etat neutre *dans l'intérêt de l'Europe*. Comme Pictet de Rochemont qui l'avait déjà comise en 1815 et s'était servi d'elle pour étayer partiellement sa thèse, nos négociateurs ont argué, pour la soutenir à leur tour, de l'importance spéciale des passages alpins au regard de la politique européenne. En quoi ils ont confondu deux choses distinctes, confusion fréquente, la stratégie et la tactique ; la stratégie qui se meut sur un *territoire* et demande ses inspirations entre autres à la *géographie* dans ses relations avec la politique ; la tactique dont les ambitions moins vastes se contentent d'un *terrain* et d'un accord avec la *topographie*. La Suisse entière serait ondulée comme son plateau, voire plus légèrement, rien ne serait changé à sa signification stratégique, laquelle au surplus n'est pas plus absolue que celle de toute autre surface géographique ou politique, mais relative au contraire et essentiellement changeante, tantôt réelle, tantôt médiocre, tantôt nulle, suivant les circonstances. Peu important son altitude moyenne et le fait qu'elle est à la naissance des grands cours d'eau européens ; la stratégie n'en a cure ; les Alpes n'interviennent que comme facteur tactique, favorisant ou gênant les armées en raison de leurs accidents topographiques, et n'exerçant une influence, comme tout terrain, que jusqu'à la limite de l'espace qu'elles commandent à leur pied, c'est-à-dire jusqu'à la portée des armes à feu des combattants qui les occupent. Ainsi des Pyrénées, des

Carpathes ou du Caucase, que l'on ne songe pas, quoique hautes montagnes, à honorer d'une valeur militaire européenne ou asiatique particulière et absolue.

La Belgique est un pays plat ; sa valeur stratégique dans les guerres qui mettent aux prises l'Orient et l'Occident européens n'en est point diminuée, tant s'en faut ; preuve en soit qu'elle a servi de théâtre d'opérations aux armées européennes plus souvent que la Suisse. L'erreur de l'importance stratégique spéciale des Alpes centrales, Clausewitz l'a combattue voilà cent ans, mais les diplomates lisent peu Clausewitz, et pour peu que la poésie s'en mêle, — air pur, neiges éternelles, Liberté qui pose des pieds supposés sur des sommets sauvages — l'erreur se généralise. Erreur quand même, et qui n'empêche pas la stratégie de n'apparaître qu'en raison des limites de la Suisse bordées par celles de quatre Etats fréquemment ennemis les uns des autres. Une situation géographique au milieu des constellations changeantes de la politique internationale de quatre voisins, voilà, et non les montagnes de 3000 ou 4000 m., ce qui dans la Suisse intéresse la stratégie.

AVANT LA GUERRE EUROPÉENNE

Pendant la révolution française et sous Napoléon I^{er}, cette politique a mis aux prises, essentiellement, la France et l'Autriche, cette dernière détenteur de l'Italie du Nord. Le territoire helvétique est alors entré en ligne de compte parce que placé entre les duellistes. Néanmoins, si l'on considère l'ensemble de la période, il est entré pour peu de chose dans les marches et contre-marches entre l'Ouest et l'Est, à cause de ses routes tactiquement malaisées. Et moins encore les siennes que celles de la région grisonne et tyrolienne qui, plus que lui, créait entre les deux points cardinaux et les belligérants la séparation topographique. Les vallées du Pô et du Danube offraient des parcours infiniment préférables. Entre elles, la Suisse ne revêtait une signification militaire qu'à titre de communication transversale et passagère. Une fois la manœuvre portée vers l'Est, soit que les armées françaises pénétrassent par la Vénétie dans les Etats héréditaires habsbourgeois, comme à la fin du XVIII^e siècle, soit qu'elles manœuvrassent dans la

Bavière orientale comme au début du XIX^e, le territoire helvétique perdait toute importance stratégique. Les communications des belligérants, dans l'espèce des Français, étaient infiniment plus avantageuses et tout à fait suffisantes par les vallées.

En fait, pendant toute cette longue période militaire de 1796 à 1815 qui, d'une façon ininterrompue, vit l'opposition de l'Est et de l'Ouest européens, les seuls moments où la situation stratégique de la Suisse donna lieu à des observations intéressantes sont les années 1800 et 1814-1815. En 1796, Bonaparte n'estima nullement nécessaire ni avantageux d'utiliser le territoire helvétique ; il mena sa campagne en Italie directement, concentrant ses forces sur le théâtre d'opérations où les résultats seraient rendus, par la bataille, immédiatement efficaces. Et en 1798, ce ne furent point des motifs stratégiques mais de pures raisons financières et de conquête révolutionnaire qui engagèrent le Directoire français à envahir la Suisse.

En 1799, la stratégie eût été beaucoup mieux satisfaite si Souvoroff était resté en Italie à continuer le cours de ses succès. Quant à l'archiduc Charles et à Korsakoff, n'était la présence des Français en Helvétie à la suite de leur invasion politique de 1798, ils n'auraient pas été incités, très probablement, à y pénétrer et auraient trouvé plus d'avantages à ne pas déborder de l'Allemagne du Sud.

En 1800 se produisirent au printemps la manœuvre de l'armée de réserve Berthier, en Suisse occidentale, et au mois de décembre celle de Macdonald dans les Grisons. Cette année-là, le territoire helvétique aurait revêtu une valeur stratégique sûre si Moreau avait suivi la suggestion du Premier Consul qui l'engageait à agir par sa droite et à passer le Rhin vers Schaffhouse plutôt que d'attaquer de front par l'Alsace et la Forêt-Noire. Moreau préféra sa manœuvre. Elle lui réussit sans que le territoire suisse entrât dans la combinaison, encore qu'elle aurait peut-être réussi mieux s'il l'y avait fait entrer. Quant à la manœuvre du Premier Consul par le Saint-Bernard, elle ne justifia pas, malgré sa réussite, la valeur de la combinaison ; il s'en fallut de peu que les obstacles tactiques la fissent échouer et, stratégiquement, il aurait dépendu de Mélas qu'elle échouât.

Enfin Macdonald n'arriva en Vénétie que lorsque tout y était fini.

Ces trois exemples de 1800 sont instructifs appliqués à l'erreur qui prête aux Alpes une valeur stratégique qui leur serait propre. Les Alpes condamnèrent les manœuvres de Bonaparte et de Macdonald par le Saint-Bernard et par le Splügen ; au contraire, l'absence d'Alpes aurait secondé celle de Moreau par Schaffhouse.

Les campagnes de 1814-1815 montrent l'utilisation du territoire suisse par les armées de l'Est. Ici encore, on peut douter que cette utilisation leur ait procuré un avantage stratégique réel. La négative est justifiée pour 1815. Le fameux plan Schwarzenberg d'invasion concentrique de la France, droite à la mer du Nord, gauche à la Méditerranée, n'a pas paru une conception heureuse. Disséminer ses forces lorsqu'on peut les avoir concentrées n'a jamais été conseillé par aucun capitaine. La campagne des Pays-Bas n'y a point contredit. Pour 1814, ou plus exactement fin 1813, la question se résuma dans l'utilité que les Alliés pouvaient tirer des ponts de Bâle.

Ce qui ressort surtout de l'étude de cette période, c'est la faiblesse militaire de la Suisse que sa conception de la neutralité a rendue constamment timorée et incapable de volonté. Le territoire n'a été pour rien dans son malheur.

En 1870, le général de Moltke jugea préférable de le laisser en dehors de ses combinaisons. Son projet de provoquer la bataille par la menace portée le plus rapidement possible vers Paris ne pouvait que perdre à un détour. Il s'y ajoutait un but politique de conquête : une fois l'Alsace et la Lorraine en la possession des troupes allemandes, lit-on dans l'exposé des motifs de son plan, il est présumable que nous ne les rendrons plus.

Survient la guerre européenne. Elle procède d'une constellation politico-militaire différente de celles de l'époque napoléonienne. La Russie et la France font cause commune, et la vallée du Pô, en 1914 tout au moins, n'entre pas en ligne de compte. Mais à cette dernière différence près, la situation stratégique de la Suisse offrira, en principe, une certaine analogie avec celle de 1805 ; le conflit opposera une coalition

de l'Est à une armée de l'Ouest dans la zone située au Nord de sa frontière.

LA CAMPAGNE DE 1914.

Jusqu'au printemps 1915, les Alpes et leurs passages et même la totalité du territoire helvétique resteront très complètement en dehors du conflit, Au mois d'août 1914, on s'est beaucoup inquiété, dans certains milieux suisses allemands, d'une invasion française. Ce fut l'effet, probablement, d'une idée préconçue encouragée plus probablement encore par la propagande allemande. Si l'une des deux armées avait un intérêt à ne pas procurer un supplément d'effectif à l'autre, c'était assurément l'armée française numériquement inférieure. Cette considération dominait de beaucoup celle du chemin à suivre. L'armée allemande pouvait prendre tranquillement celui de la Belgique ; elle était couverte non par notre territoire et sa prétendue valeur stratégique absolue mais par l'existence de notre armée. Réciproquement, on est en droit de soutenir que si les Alliés avaient caressé l'idée de pénétrer sur le territoire suisse, celui-ci était couvert non seulement par notre armée, selon ses moyens, mais par la droite allemande en Belgique. Rien mieux que les succès de cette droite n'était en mesure de le protéger. Une preuve expresse en a été fournie par la dislocation de l'armée d'Alsace du général Pau après le 19 août ; plus encore que cette armée d'Alsace, une armée d'Helvétie eût été perdue pour l'action stratégique décisive qui se dessinait sur la frontière française du Nord.

Durant la phase qui suivit, et une fois la bataille de la Marne engagée, l'idée n'aurait pu venir à aucun des deux belligérants de passer par la Suisse, et pas davantage pendant la course à la mer. Pour l'un et pour l'autre, la manœuvre était tout entière à l'aile occidentale, zone de la lutte pour l'enveloppement du flanc découvert. Si, à ce moment-là, l'un des deux avait pu songer à un mouvement sur l'autre flanc, les Allemands y auraient été sollicités plus que les Alliés. Mais la question se serait posée pour eux comme elle s'était posée pour leurs adversaires au mois d'août, non sous l'aspect d'une direction à choisir mais sous la forme d'un calcul d'effectifs.

Il convient de noter à ce propos que, des corps d'armée dont l'état-major impérial aurait cru pouvoir disposer, le cas échéant, pour cette manœuvre, deux avaient été expédiés en Prusse orientale où le besoin lui en parut plus pressant.

Y aurait-il eu profit à attaquer par la Suisse au lieu de livrer, pendant la bataille de la Marne, celle de Nancy ? Pour n'être pas trop affirmatif, contentons-nous de dire que cela semble douteux. La bataille devant Nancy était étroitement liée à celle de la Marne ; elle en était pour ainsi dire un épisode ; elle se proposait de rompre la droite française dans le même temps que le général von Kluck cherchait l'enveloppement de la gauche. Même en renonçant à l'attaque à fond en Lorraine au bénéfice de la manœuvre par la Suisse, partie des troupes qui furent engagées, et dont les deux tiers environ étaient là depuis les combats d'août, aurait dû y être maintenue. Le reste, rejoint par les dix-sept brigades d'Ersatz que le prince de Bavière reçut en renfort, aurait été déplacé vers la gauche, mais avec la perspective, inadmissible à cette heure-là, d'une entrée en ligne tardive compliquée par l'obstacle des 200 000 combattants nouveaux donnés à l'ennemi. A l'heure de l'engagement à prévoir sur Suisse, ou la bataille devait être gagnée sur la Marne et dans ce cas les VI^e et VII^e armées allemandes étaient mieux placées en Lorraine pour seconder promptement la victoire ; ou elle était perdue, auquel cas les troupes de l'armée allemande de Suisse auraient été plus mal placées qu'en Lorraine pour aider à pallier la défaite au moyen de transports à l'aile des engagements décisifs.

La même étude peut être reprise à propos de la bataille de l'Yser. Les modalités sont à peine différentes. Au lieu de brigades d'Ersatz les renforts sont des volontaires et des recrues, troupe improvisée et peu homogène encadrée dans quatre corps d'armée de nouvelle formation. Ils cherchent à forcer l'extrême-gauche alliée le long de la mer. Mais cette fois-ci encore, pour la troisième, il y a lieu de faire intervenir la considération des effectifs à vaincre avant celle de la direction à choisir. En envoyant les nouveaux corps d'armée en Belgique on les envoyait contre un ennemi fatigué, l'armée belge, diminuée par deux mois de combats et que l'on pouvait estimer

ébranlée par d'incessantes retraits. Les chances de succès devaient paraître favorables et de nature à procurer un résultat plus rapide qu'en Suisse et sur le Jura.

D'ailleurs, la direction elle aussi apparaissait plus avantageuse. Victorieux, le mouvement prenait à revers tout le nouveau front allié de la Flandre française et de la Somme et coupait les communications de la Grande-Bretagne avec la France par les ports du Nord.

Enfin, et pour autant que la stratégie s'applique à atteindre les buts politiques de la guerre, la marche de la nouvelle armée par la Belgique occidentale était de nature à réaliser les ambitions conquérantes de l'Empire allemand beaucoup plus directement qu'une marche par la Suisse. Le but politique était la prise du littoral maritime face à l'Angleterre. Le territoire helvétique n'offrait pour le réaliser aucun intérêt stratégique spécial; il représentait un détour avec accroissement des risques¹.

Ainsi, à aucun moment de la campagne de 1914, les passages alpins dont notre neutralité perpétuelle aurait la garde dans l'intérêt européen n'ont joué le moindre rôle ni revêtu d'importance stratégique aucune, même relative. Bien plus, on peut soutenir par de bons arguments que, dans son ensemble, et considérant les effectifs, le territoire de la Confédération n'aurait eu pour l'un ni l'autre belligérant une valeur stratégique déterminante à aucun des grands moments de leur lutte.

LA GUERRE AUSTRO-ITALIENNE.

Pendant la campagne de 1915, la situation reste la même en ce qui concerne le duel Allemagne-France. L'Allemagne doit se porter au secours de l'Autriche-Hongrie et suspendre toute manœuvre offensive en Occident; la France doit attendre que la Grande-Bretagne ait organisé une armée apte à une guerre européenne; près de deux années seront nécessaires à cet effet.

D'autre part, l'Italie a déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie mais non à l'Empire allemand. Qu'en est-il de la Suisse relativement à ce deuxième duel? Ses passages alpins pourraient être en cause; revêtiront-ils une importance stra-

¹ Pour cette partie du raisonnement, je sous-entends les conclusions que j'ai cru pouvoir formuler dans le volume *Le Problème de la Guerre*. (Payot et Cie.)

tégique qui doive attirer soit les Italiens, soit les Autrichiens, soit quelque autre belligérant ?

La concentration initiale des Italiens montre assez combien ces passages leur furent indifférents. Des quatre armées qu'ils constituèrent, deux, groupant la moitié des forces totales, furent rassemblées en direction de Trieste sur les 60 km. du Bas et Moyen-Isonzo. Les deux autres s'établirent sur tout le front — près de 400 km. — des Alpes carniques et du pourtour du Trentin. Là encore, la densité des forces fut à l'aile droite, 9 divisions et 4 régiments d'Alpins sur les 150 km. de la Carnie et du Cadore ; sur les 250 km. du front qui entoure le Trentin, 7 divisions et 2 régiments d'Alpins seulement. Dans la Valtelline il n'y eut presque personne ; la division la plus rapprochée de la frontière suisse stationna dans le val Camonica, face au Tonale.¹

Et les Autrichiens ? Les Autrichiens eurent peu de monde dans toute la région. Leurs trois armées comptaient 122 bataillons, dont 54 de volontaires Standschützen, et 68 seulement de troupes régulières ; au total 6 divisions. De ces six divisions, trois de troupes régulières s'établirent en défensive sur l'Isonzo et deux, comprenant des troupes des deux catégories, sur les Alpes carniques. Il ne resta que deux divisions dans le Trentin, en majorité des Standschützen. Les formations les plus rapprochées des passages suisses furent 3½ bataillons au Stelvio et 7 bataillons à Innsbruck. En fait, le régiment du Stelvio intéressait la Valtelline, et la brigade d'Innsbruck fut la seule formation qui aurait pu entrer en considération du côté des passages suisses ; elle comptait un unique bataillon de troupes régulières.

Ce tableau prouve avec une netteté qui ne laisse rien à désirer qu'aucun des deux adversaires ne songea à la fameuse valeur stratégique absolue des passages alpins de la Suisse. Les Italiens, tout à Trieste, se montrèrent surtout désireux de ne provoquer personne à inquiéter leur gauche ; et les Autrichiens occupés à se réorganiser sur la Save et dans les Carpathes n'avaient personne pour les inquiéter.

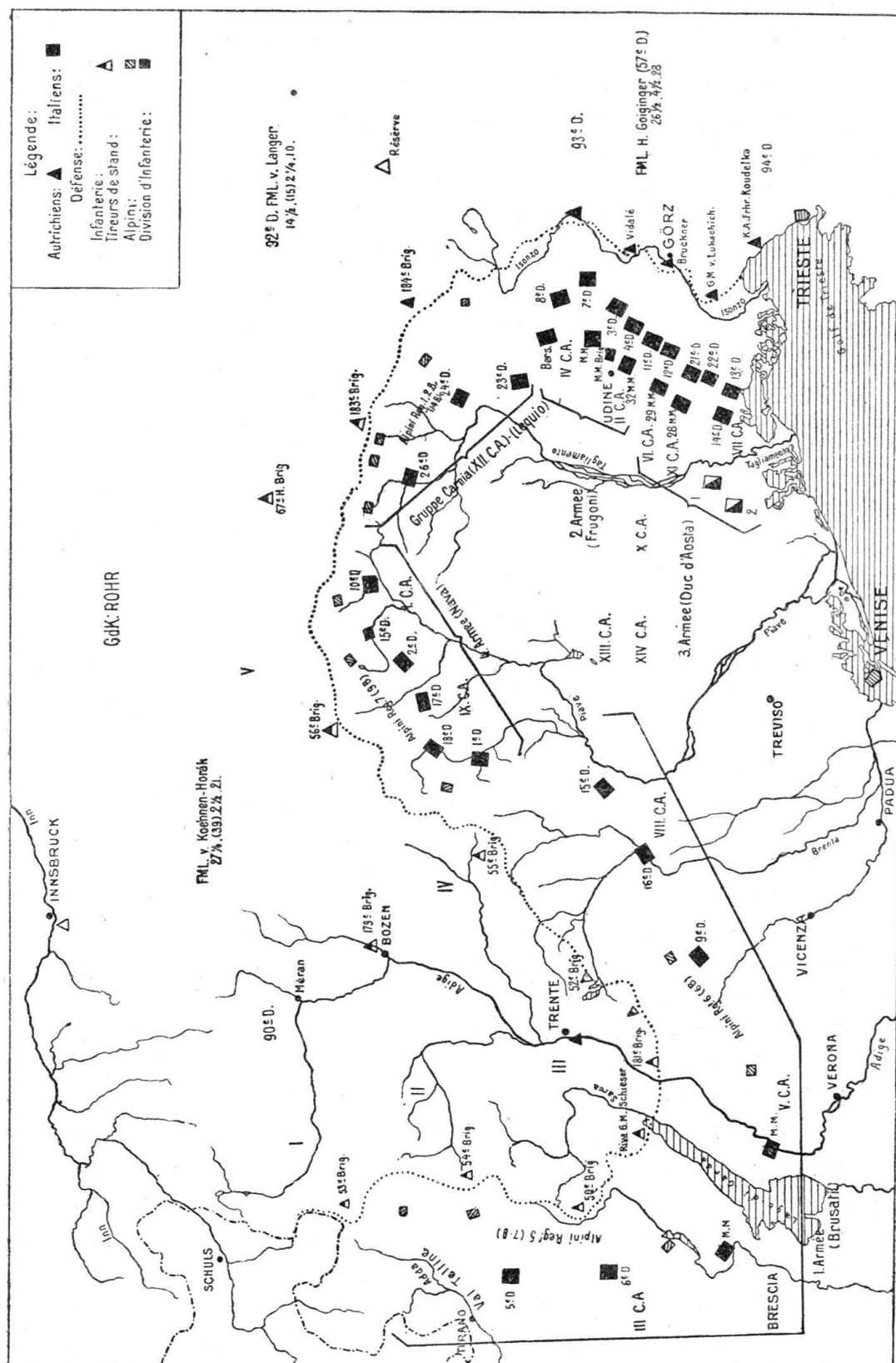
¹ Voir croquis. Les chiffres qui figurent sous les noms des commandants d'armée austro-hongrois doivent être interprétés comme suit : 1^{er} chiffre, nombre des bataillons de troupes régulières ; 2^e chiffre, entre parenthèses, bataillons de Standschützen ; 3^e chiffre, escadrons ; 4^e chiffre, batteries.

Les triangles austro-hongrois qui marquent les unités, indiquent approximativement la proportion des troupes régulières (noir) et des Standschützen (blanc).

Les renforts qui, ultérieurement, furent amenés de part et d'autre ne changèrent pas les lignes générales de cette situation. La conception stratégique est restée la même pendant toute la guerre. Des deux adversaires, le plus intéressé à passer par la Suisse eût été certainement l'Autrichien ; mais il avait déjà bien trop d'ennemis sur les bras pour y ajouter les troupes suisses ; plus la guerre dura, plus son embarras alla croissant. Dans ses *Souvenirs*, Ludendorff relève, dès la fin de 1916, que les Autrichiens pouvaient encore remplir leur office sur le front des Alpes mais qu'il ne fallait pas leur demander ailleurs un concours efficace.

On peut rechercher si, à défaut des Austro-Hongrois, l'utilisation des passages suisses par une armée allemande aurait été d'un profit essentiel. Les faits ont démontré que cette route n'était pas nécessaire et que celle du Trentin suffisait. En menant leur offensive du printemps 1916 par le Val Sugana et le plateau d'Arsiero les Impériaux pouvaient espérer des succès plus rapides, moins coûteux et tout aussi décisifs qu'en montant une vaste opération stratégique à travers le plateau suisse et les Hautes Alpes avec l'obligation de couvrir leur droite du côté de la France. A l'issue de la bataille du Trentin, au moment où la victoire du général Broussilof en Galicie mit fin à la manœuvre, les Autrichiens disposaient encore d'une réserve d'une brigade intacte. Elle n'aurait sans doute pas suffi contre la nouvelle concentration du général Cadorna, dont les têtes de colonnes accompagnèrent la retraite ennemie. Mais, dans l'hypothèse où je me place, cette brigade eût été assistée de partie des divisions allemandes qui se sont démasquées à la même époque devant Verdun. Dans la situation délicate où l'armée Cadorna se trouvait, le dos à la mer et le gros de ses forces dans le Frioul, elle ne se fût tirée d'affaire qu'en joignant à ses ressources tactiques une force morale tout à fait supérieure, quasi miraculeuse. Quant aux passages des Alpes suisses, ils demeuraient en dehors du débat.

Cette conclusion se précise encore si l'on élargit le champ d'observation en tenant compte, non plus seulement du duel austro-italien, mais de la situation politique et militaire européenne entière. Il apparaît alors que l'Italie pouvait être estimée un facteur essentiel de la lutte pour autant qu'il s'agis-



sait de l'offensive alliée contre la défensive impériale, mais qu'il n'en était plus de même si, renversant les rôles, on envisageait l'offensive impériale contre la défensive alliée. Pour conclure sur le premier terme de l'alternative, il suffit d'un simple jeu d'esprit. Que l'on imagine la victoire italienne de Vittorio Veneto remportée non à la fin de la campagne de 1918, en couronnement pour ainsi dire de celles antérieures du Dobropolie, et de France, mais à l'époque des succès de la Somme et de Monastir; et de l'entrée en lice de la Roumanie; la déconfiture des Austro-Hongrois, démoralisés comme ils ont montré qu'ils l'étaient en 1918, devenait, selon probabilité, un acte décisif de la guerre, égal à celui du Dobropolie. Qu'on aborde maintenant l'autre terme de l'alternative. L'offensive impériale en Italie eût été pour Berlin un très gros succès, mais moral plus que matériellement influant sur la fin des hostilités. Jusqu'à la signature de la paix italienne, et encore après, ainsi qu'on l'a vu en Russie et en Roumanie, l'occupation du territoire aurait retenu des forces, pendant que la lutte devait continuer contre l'Occident. La disparition de l'Italie ne changeait rien à cette dernière obligation; la situation se retrouvait celle d'avant la déclaration de guerre italienne, avec l'aggravation d'une armée austro-hongroise plus usée et d'une armée allemande diminuée des pertes que sa victoire même lui aurait causées.

Au contraire, la chute de la France et de la Grande-Bretagne entraînait *ipso facto* l'exclusion de l'Italie, impuissante à compenser à elle seule la disparition de ses deux alliées. Celles-ci pouvaient compenser sa défaite à elle, le cas échéant, comme elles ont compensé finalement les défaites belge et serbe; mais l'inverse n'était pas possible. La conséquence était que l'Allemagne devait se garder d'amoindrir dans une opération au front des Alpes, et pour un simple résultat préliminaire, des ressources dont aucune ne serait superflue dans la lutte décisive au front d'Occident. Ainsi s'évanouit l'idée de l'emploi inutilement onéreux du territoire helvétique par une armée allemande.

On a montré le déploiement initial de l'armée italienne concentrant les colonnes offensives en direction de Trieste. D'aucuns pourraient en tirer argument pour opposer la re-

marque suivante : Trieste était un but politique particulier à l'Italie ; si la priorité avait été donnée au but stratégique commun à la coalition ententiste, l'armée italienne aurait cherché à agir sur Laibach-Vienne. Dans ce cas, les passages suisses acquéraient plus d'importance.

Je ne le crois pas. Le principal effet d'une offensive italienne par l'Engadine pour seconder la marche sur Laibach aurait été de procurer aux Austro-Hongrois des combattants qui leur faisaient défaut sur l'aile gauche de leur ennemi, aile que celui-ci avait toujours intérêt à ne pas exposer. Au surplus, diriger une armée par l'Engadine et Innsbruck et contourner le Trentin par le Nord en prêtant le flanc à l'armée fédérale et à la Bavière eût été, à travers un territoire aussi accidenté, un mouvement singulièrement excentrique et chanceux, pour ne pas dire inexécutable. La liaison ne pouvait être conservée avec l'armée de droite que par les couloirs du Trentin et de la Carinthie. Les conditions tactiques révélées par la lutte au front d'Occident depuis le milieu du mois de septembre 1914 condamnaient cette opération. On peut d'ailleurs, aujourd'hui, invoquer la preuve des faits. Le passage des troupes italiennes par les Alpes grisonnes en accompagnement de l'offensive sur Laibach n'aurait pas été d'une exécution plus aisée que la pénétration dans le Trentin pour couvrir l'offensive sur Trieste. Les obstacles tactiques se dressaient contre une stratégie aventureuse. Le moins qu'il eût fallu eût été d'intéresser les troupes franco-britanniques à l'opération en sollicitant d'elles une attaque par le Jura. On a déjà vu qu'elles n'y auraient guère trouvé d'avantage dans les conditions où elles-mêmes se trouvaient. Il semble des moins probables que ces conditions eussent été sensiblement améliorées par l'attaque des hauts cols grisons que les brigades de montagne fédérales étaient en état de défendre aussi efficacement que les Standschützen autrichiens défendaient les cols du Tyrol méridional.

Puis, un autre motif s'opposait à cette combinaison, motif valable pour les Italiens au même titre que pour les Français et les Anglais. La campagne de 1916 et un retour au duel germano-allié permettra de le présenter.

(A suivre.)

Colonel FEYLER.